



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 02 septembre 2024

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

**Arrêté PAIC-2024-0067 du 02/09/2024**

**Portant mise en demeure de la société PASTEUR Recyclage  
à VETRAZ-MONTHOUX et ANNEMASSE**

VU le code de l'environnement et notamment le point I de l'article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005.2699 du 5 décembre 2005 autorisant la société Bernard PASTEUR, dont le siège social est situé 3 rue des Grands Bois à VETRAZ-MONTHOUX à exploiter un centre de transit, collecte et regroupement de déchets et de ferrailles sur les communes de VETRAZ-MONTHOUX et ANNEMASSE,

VU la demande de bénéfice des droits acquis déposée le 2 avril 2012 par la société PASTEUR Recyclage pour le site autorisé par arrêté du 5 décembre 2005 précité, complétée le 22 novembre 2013, suite aux modifications de la nomenclature des installations classées introduites par les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010, 2012-384 du 20 mars 2012 et n° 2012-1304 du 26 avril 2012,



VU l'arrêté préfectoral n° 2013338-0012 du 4 décembre 2013 modifiant l'article 1.3 de l'arrêté du 5 décembre 2005 précité, actant du bénéfice des droits acquis par la société PASTEUR Recyclage, pour son site d'ANNEMASSE et de VETRAZ-MONTHOUX, suite à sa demande précitée en date du 2 avril 2012 et complétée le 22 novembre 2013,

VU l'arrêté préfectoral PAIC-2018-0044 du 9 avril 2018 portant mise en demeure de la société PASTEUR Recyclage sur son site de VETRAZ-MONTHOUX et ANNEMASSE et suspendant dans cet établissement les activités de transit et regroupement de déchets verts, de déchets de démolition et de déchets de bois, compte tenu des dangers graves et imminents dont ces activités sont à l'origine dans la partie non autorisée de l'établissement,

VU l'arrêté préfectoral PAIC-2018-0114 du 29 novembre 2018 portant amende administrative à l'encontre de la société PASTEUR Recyclage à VETRAZ-MONTHOUX et ANNEMASSE pour un montant total de 10 000 euros suite au constat du non-respect de plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2018 précité,

CONSIDÉRANT que suite à l'incendie qui s'est déclaré le 29 juillet 2024 dans l'établissement de la société PASTEUR Recyclage à VETRAZ-MONTHOUX, les eaux d'extinction n'ont pas été confinées mais rejetées au réseau d'eaux pluviales, en raison de la défaillance du système de rétention et en particulier du caractère fuyard d'une vanne d'isolement,

CONSIDÉRANT que ce non-confinement des eaux d'incendie contrevient aux dispositions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 autorisant et réglementant l'établissement,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 12 août 2024, transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception dans le cadre de la phase contradictoire,

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant suite à son courriel du 23 août 2024,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup>

La société PASTEUR Recyclage, dont le siège social est situé 3, rue des Grands Bois, 74 100 VETRAZ-MONTHOUX (SIREN 331089458) est mise en demeure de l'exploitant de doter, sous un délai d'un mois, le site situé à la même adresse (SIRET 33108945800029) d'un système de rétention des eaux d'incendie conforme à l'article 2.6.3 de son arrêté préfectoral et en particulier de justifier de l'étanchéité de la vanne destinée à l'isoler du réseau pluvial.

## Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

## Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la société PASTEUR Recyclage.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr/> dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

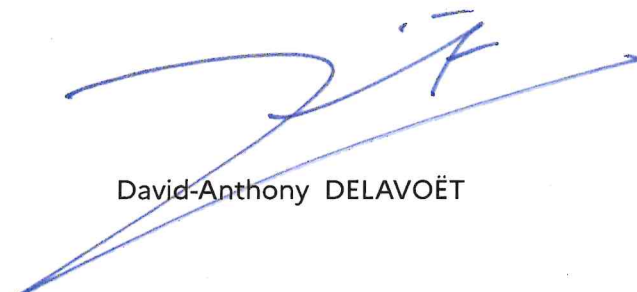
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

## Article 4

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux maires de VETRAZ-MONTHOUX et d'ANNEMASSE.

Pour le préfet,  
Le Secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT